

47875



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/184
24 janvier 1963

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963
Point 16 de l'ordre jour provisoire

CONTROLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION

(Note du Secrétaire exécutif)

1272 (XIII) CONTROLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION

L'Assemblée générale,

Prenant acte du rapport du Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation, que l'Assemblée générale a créé par sa résolution 1203 (XII) du 13 décembre 1957 pour procéder à des échanges de vues avec le Secrétaire général et le conseiller sur les moyens les plus propres à mettre en oeuvre ladite résolution,

Prenant acte également du rapport du Secrétaire général sur les mesures prises ainsi que sur la nature et l'étendue des réductions effectuées,

1. Félicite le Secrétaire général des résultats appréciables déjà enregistrés au cours de l'année 1958;

2. Approuve le rapport du Comité chargé d'étudier le contrôle et la limitation de la documentation, et notamment les idées essentielles énoncées au paragraphe 10 ainsi que les propositions formulées au paragraphe 27, à l'exception de celles qui figurent à l'alinéa c) de ce paragraphe; en ce qui concerne le système des comptes rendus sténographiques et analytiques, l'usage actuel ne sera en rien modifié;

3. Attire en particulier l'attention de tous les organes et organes subsidiaires sur les recommandations figurant à l'alinéa e) du paragraphe 27 du rapport du Comité, leur demandant d'inscrire à l'ordre du jour de leur prochaine session la question du contrôle et de la limitation de la documentation;

4. Souligne à cet égard qu'il importe d'appliquer rigoureusement le paragraphe 1 de l'article XIII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et les dispositions pertinentes du règlement intérieur des organes intéressés, afin qu'aucun organe ou organe subsidiaire ne prenne de décision sur une mesure quelconque sans avoir été informé d'avance des incidences financières et administratives de la mesure proposée;

5. Prie le Secrétaire général de faire en sorte qu'aucun effort ne soit épargné à l'échelon du Secrétariat pour maintenir les progrès accomplis et les accentuer de toutes les manières possibles, compte tenu des principes directeurs énoncés au paragraphe 10 du rapport du Comité;
6. Prie en outre le Secrétaire général d'étendre, dans la limite des effectifs actuels, les services du contrôle de la rédaction;
7. Prie instamment les représentants des Etats membres, ainsi que tous les autres membres de commissions, comités et organes analogues, de collaborer pleinement avec le Secrétaire général pour l'application des principes énoncés par l'Assemblée générale, notamment dans ses résolutions 593 (VI) du 4 février 1952, 789 (VIII) du 9 décembre 1953 et 1203 (XII) du 13 décembre 1957;
8. Prie le Secrétaire général et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de rendre compte à l'Assemblée générale, lors de sa quinzième session, ou plus tôt, de la suite donnée à la présente résolution.

781ème séance plénière
14 novembre 1958.

- - - - -